

Consultation publique relative à la modification des tarifs ATRT5 concernant les mesures transitoires avant la création d'un PEG unique et la régulation incitative des projets Val de Saône et Gascogne/Midi

Réponse de l'AFG

01 septembre 2014

Question préliminaire : Quelle est votre analyse du fait qu'une part importante des capacités des terminaux de Fos reste inutilisée alors que, depuis avril 2014, des grandes quantités de GNL sont livrées sur certains terminaux au nord-ouest de l'Europe ?

L'AFG constate que la hausse des livraisons de GNL depuis le printemps n'est mesurable que sur le terminal de South-Hook au Royaume Uni. Rien ne permet de supposer que ces mouvements soient en dehors des limites des flexibilités sur les contrats de vente à long-terme conclus entre le souscripteur du terminal et le vendeur Qatari.

Par ailleurs, en cas de cargaison spot arbitrage disponible, les écarts de prix, que ce soit en Europe du Sud ou du Nord, font que les acteurs de marchés continuent en base de privilégier des livraisons en Asie plutôt qu'en Europe.

Question 1 : Etes-vous favorable à la proposition des GRT concernant la modification de la règle de répartition entre Cruzy et Castillon ? Etes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j sous forme de capacités Nord-Sud fermes mensuelles et à l'utilisation des 20 GWh/j restants en moyenne pour améliorer la disponibilité des capacités interruptibles Nord-Sud ?

L'AFG est favorable à ces mesures. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'exploiter au mieux les infrastructures existantes et sont le fruit d'un travail en commun des GRT français.

Question 3 : Etes-vous favorable au système de gaz circulant proposé par GRTgaz pour réduire l'amplitude des variations de l'interruption de la liaison Nord-Sud ? Si oui, quelle variante privilégiez-vous ?

L'AFG s'interroge sur le gain potentiel (600 GWh) estimé par le régulateur.

Dans tous les cas, les clients du PITTM ne doivent pas subir de modification de leur programme.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'attribution d'une prime pour inciter les GRT à mettre en service les projets Val de Saône et Gascogne-Midi en 2018 ? Si oui, quel montant vous semblerait devoir être retenu ?

L'AFG est favorable au principe d'une régulation incitative portant à la fois sur les coûts et les délais s'agissant du projet Gascogne-Midi et observe avec intérêt la proposition d'incitation à avancer la mise en service des infrastructures. Cependant il semble inopportun de fixer les niveaux dans un document public avant même que les opérateurs aient pu finaliser les contrats avec leurs divers prestataires sur ces projets : ceci les mettra dans une position de faiblesse pendant la négociation de ces contrats, d'autant que les gains pour le marché, mentionnés dans la consultation, sont très probablement surévalués.

L'AFG souhaite également rappeler l'importance de la stabilité réglementaire afin de donner la meilleure visibilité à tous les acteurs.

L'AFG insiste sur le fait que les GRT doivent s'astreindre à respecter le budget et le planning et que, du fait de l'importance du sujet de fusion, les autorités administratives, « encouragées » par la CRE, doivent mettre les moyens pour donner rapidement leur validation.